



Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 29/09/2023

Cité Administrative - 49047 ANGERS Cedex 01

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PINEAU (SCEA DU)**

Le Pineau  
49330 MIRÉ

Références : 2023\_09\_05 Rapport Inspection SCEA DU PINEAU

Code AIOT : 0054901322

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2023 dans l'établissement PINEAU (SCEA DU) implanté Le Pineau - CONTIGNÉ - 49330 LES HAUTS-D'ANJOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle au titre des installations classées ciblé sur le respect des émissions d'ammoniac et sur les mesures de gestion quantitative de l'eau.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PINEAU (SCEA DU)
- Le Pineau CONTIGNE 49330 Les Hauts-d'Anjou
- Code AIOT : 0054901322
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Élevage de volailles de chair

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations

suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 13	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 18	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 19	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Déclaration de changement d'exploitant	Code de l'environnement du 01/07/2023, article Article R.181-47	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 11-II	/	Sans objet
4	Installations électriques et techniques - Plans - FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 14	/	Sans objet
5	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 17	/	Sans objet
7	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 18	/	Sans objet
10	Émissions dues aux eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Sans objet
11	Émissions résultant de l'ensemble du processus de production	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Sans objet
12	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Sans objet
13	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Sans objet
14	Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Porter à la connaissance du Préfet de Maine et Loire, le changement de forme juridique ;
- Tenir un registre de la consommation en eau conformément à la MTD 5 ;
- Réaliser une margelle de 3 m<sup>2</sup> au minimum au pourtour de la tête de l'ouvrage conformément aux dispositions du Code minier et de l'arrêté "forage" du 11/09/2003 ;
- Mettre en place des vannes de barrage gaz sur l'ensemble des bâtiments (volailles et veaux);
- Évacuer les diverses matières présentes à proximité de l'atelier vers des filières spécialisées.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intégration dans le paysage et propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation - Aménagement
<b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, il a été constaté une nette amélioration sur l'entretien des abords de l'installation depuis la dernière visite d'inspection du 11/12/2019. Néanmoins, il persiste aux abords de l'atelier, diverses matières (appareils électroménagers, ferrailles, ...) devant être éliminées dans des installations réglementées conformément au Code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée:</b> Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1 <sup>er</sup> juin 2005 et avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1 <sup>er</sup> janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, il a été constaté la remise en conformité de la clôture de sécurité demandée dans le rapport d'inspection du 11/12/2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée:</b> L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 m au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : <ul style="list-style-type: none"><li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li><li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li></ul> Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li><li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li><li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li><li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li></ul> ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, il a été constaté l'absence de vannes de barrage gaz dans des boîtiers sous verre dormant correctement identifiés, sur l'ensemble des bâtiments d'élevage (volailles et veaux). Cette remarque vous a déjà été formulée dans le rapport d'inspection du 11/12/2019. Néanmoins, depuis le dernier contrôle du 11/12/2019, des extincteurs permettant d'assurer la protection interne contre l'incendie, ont été mis en place. Le dernier contrôle a été réalisé en septembre 2022 par l'EARL TERRIEN Marc.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée:</b> Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b> Depuis la dernière visite d'inspection du 11/12/2019, un contrôle électrique a été réalisé par une entreprise accréditée COFRAC. Je vous rappelle que les anomalies constatées lors de ce contrôle doivent faire l'objet d'une remise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 17
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée:</b> Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation. Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du Code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
<b>Constats :</b> - L'alimentation en eau de l'élevage de volailles de chair est assurée exclusivement par un forage. Le réseau d'eau public est présent sur l'exploitation en cas de besoin. - Lors de la déclaration GEREP pour l'année 2022, l'exploitant a déclaré un prélèvement total de 2941 m <sup>3</sup> . Je vous rappelle que le prélèvement total doit prendre en compte en plus de l'abreuvement des animaux, l'ensemble des prélèvements issus du forage (eaux de lavage, etc.).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée:</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
<b>Constats :</b> L'ouvrage de prélèvement d'eau localisé sur la parcelle cadastrale n° 0018 section 0B de la commune déléguée de CONTIGNÉ, est équipé d'un compteur volumétrique, mais aucun relevé mensuel n'est réalisé afin de connaître la quantité d'eau prélevée et de prévenir les éventuelles fuites d'eau sur le réseau privé. Cette remarque vous a déjà été formulée dans le rapport d'inspection du 11/12/2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée:</b> En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, il a été constaté la présence d'un dispositif de disconnexion permettant d'éviter les phénomènes de retour d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 19
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée:</b> Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du Code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, il a été constaté l'absence d'une margelle béton au pourtour de la tête de l'ouvrage, afin de permettre les écoulements vers l'extérieur. Cette remarque vous a déjà été formulée dans le rapport d'inspection du 11/12/2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Utilisation rationnelle de l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Utilisation rationnelle de l'eau
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p> <p>Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 :</p> <p>MTD 5 : Afin d'utiliser l'eau de façon rationnelle, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous.</p> <p>a- Tenir un registre de la consommation d'eau.</p> <p>b- Détecter et réparer les fuites.</p> <p>c- Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements.</p> <p>d- Choisir des équipements appropriés (par exemple abreuvoirs à rétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum).</p> <p>e- Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau.</p> <p>f- Réutiliser les eaux pluviales non polluées pour le nettoyage.</p>
<b>Constats :</b> La combinaison des techniques validées dans le dossier de réexamen n'est pas respectée au regard de la MTD 5, notamment par l'absence d'un registre de la consommation d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 10 : Émissions dues aux eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Émissions dues aux eaux résiduaires
<b>Prescription contrôlée:</b> Réduction de la production des eaux résiduaires – MTD 6 a- Maintenir les surfaces souillées de la cour aussi réduite que possible. b- Limiter le plus possible l'utilisation d'eau. c- Séparer les eaux de pluie non contaminées des flux d'eaux résiduaires nécessitant un traitement.  Réduction des rejets d'eaux résiduaires dans l'eau – MTD 7 a- Évacuer les eaux résiduaires dans un conteneur réservé à cet effet ou dans une fosse à lisier. b- Traiter les eaux résiduaires. c- Épandage des eaux résiduaires, par exemple au moyen d'un système d'irrigation tel qu'un dispositif d'aspersion, un pulvérisateur va-et-vient, une tonne à lisier, un injecteur ombilical.
<b>Constats :</b> La combinaison des techniques validées dans le dossier de réexamen est respectée au regard des MTD 6 et 7.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 11 : Émissions résultant de l'ensemble du processus de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Émissions résultant de l'ensemble du processus de production
<b>Prescription contrôlée:</b> Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 23 : Afin de réduire les émissions d'ammoniac du processus de production global de l'élevage de porcin (truies comprises) ou de l'élevage de volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en œuvre dans l'installation d'élevage.
<b>Constats :</b> Le module de calcul volailles est bien présent, à jour et correctement renseigné dans la déclaration GERE 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 12 : Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Surveillance des émissions et des paramètres de procédé
<b>Prescription contrôlée:</b> Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 24. La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, l'azote total et le phosphore total excrétés dans les effluents d'élevage. a- Technique : Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux. Fréquence : Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux Applicabilité : Applicable d'une manière générale
<b>Constats :</b> Les bilans réels simplifiés sont bien présents, à jour et correctement renseignés dans la déclaration GERE 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 13 : Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Surveillance des émissions et des paramètres de procédé
<p><b>Prescription contrôlée:</b> Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p> <p>Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 25. La MTD consiste à surveiller les émissions atmosphériques d'ammoniac par une des techniques suivantes, au moins à la fréquence indiquée : a- Technique : Estimation au moyen d'un bilan massique basé sur l'excrétion et sur l'azote (ou l'azote ammoniacal) total présent à chaque étape de la gestion des effluents d'élevage Fréquence : Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux Applicabilité : Applicable d'une manière générale</p>
<p><b>Constats :</b> Le module de calcul volailles est bien présent, à jour et correctement renseigné dans la déclaration GERP 2022.</p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté les bordereaux justifiant l'exportation d'une partie des fumiers de volailles comme mentionné dans son dossier d'autorisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 14 : Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles
<p><b>Prescription contrôlée:</b> Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017 : Voir NEA MTD pour les émissions atmosphériques d'ammoniac par emplacement et par an correspondant au type de volaille élevé (tableaux 3.1 et 3.2)</p>
<p><b>Constats :</b> Les valeurs d'émissions d'ammoniac par emplacement et par an renseignées dans le module de calcul volailles, respectent les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles pour les poulets de chair.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 15 : Déclaration de changement d'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 1/07/2023, article Article R.181-47
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<p><b>Prescription contrôlée:</b> Sauf dans le cas prévu à l'article R.516-1, lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. Ce modèle n'est pas utilisable lorsque le changement d'exploitant concerne une installation soumise au régime de la déclaration incluse dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement</p> <p>Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour du contrôle, il a été constaté un changement de la forme juridique de l'installation classée SCEA DU PINEAU. Je vous rappelle, qu'en cas de changement d'exploitant, l'exploitant doit en faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce changement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois